

## PRAYERS

The Order being read for the consideration of the report stage of Bill C-136, Small Business Investment Grants Act, as reported (without amendment) from the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs;

By unanimous consent, Mr. Deans for Mr. Orlikow, seconded by Mr. Riis, moved motion numbered 1,—That Bill C-136, Small Business Investment Grants Act, be amended in Clause 3 by striking out line 20 at page 1 and substituting the following therefor:

“obligation for the acquisition of depreciable assets, or the financing of research and development, or to meet operating expenses and owed by him, the Minister may.”

By unanimous consent, Mr. Deans for Mr. Orlikow, seconded by Mr. Riis, moved motion numbered 2,—That Bill C-136, Small Business Investment Grants Act, be amended in Clause 3 by striking out line 5 at page 2 and substituting the following therefor:

“the grant is made to not less than ten per”.

And debate arising thereon;

Madam Speaker informed the House that the Clerk of the House had laid upon the Table the Four Hundred and Twenty-Ninth Report of the Clerk of Petitions, stating that he has examined the petition signed by residents of Canada, calling for the reinstatement of capital punishment for murder, presented by the honourable Member for Bow River (Mr. Taylor) on Wednesday, March 30, 1983, and finds that the petition meets the requirements of the Standing Orders as to form.

A petition was presented by the honourable Member for Edmonton East (Mr. Yurko).

Pursuant to Standing Order 64(2) and the Order adopted on Wednesday, March 30, 1983, an Order of the Day, for the consideration of a Ways and Means Motion, was designated for Tuesday, April 19, 1983, at 8.00 o'clock p.m., in order to permit a budget presentation by the Honourable the Minister of Finance.

Pursuant to Standing Order 44(4), the following Question was made an Order of the House for a Return:

No. 4,619—*Mr. Manly*

Since the inception of the Office of Native Claims, for each negotiator named by the Office for all claims accepted for negotiation, what was his/her (a) name (b) salary (c) staff allotment (d) duration as a negotiator for the government?—Sessional Paper No. 321-2/4619.

## PRIÈRE

Il est donné lecture de l'ordre relatif à l'étude à l'étape du rapport du projet de loi C-136, Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises, rapporté sans amendement par le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Du consentement unanime, M. Deans, au nom de M. Orlikow, appuyé par M. Riis, propose la motion numéro 1,—Qu'on modifie le projet de loi C-136, Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises, à l'article 3, en retranchant la ligne 19, page 1, et en la remplaçant par ce qui suit:

«contractée au profit de son entreprise pour l'acquisition d'actifs dépréciables, pour le financement de la recherche et de la mise au point ou pour couvrir les frais d'exploitation, peut».

Du consentement unanime, M. Deans, au nom de M. Orlikow, appuyé par M. Riis, propose la motion numéro 2,—Qu'on modifie le projet de loi C-136, Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises, à l'article 3, en retranchant la ligne 4, page 2, et en la remplaçant par ce qui suit:

«rieur à dix pour cent.»

Il s'élève un débat;

Madame le Président fait savoir à la Chambre que le greffier a déposé sur le Bureau le quatre cent vingt-neuvième rapport du greffier des pétitions, qui fait connaître qu'il a examiné la pétition signée par des résidents du Canada, demandant le rétablissement de la peine capitale dans le cas de meurtres, présentée par l'honorable député de Bow River (M. Taylor) le mercredi 30 mars 1983, et qu'il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement, quant à sa forme.

L'honorable député d'Edmonton-Est (M. Yurko) présente une pétition.

En conformité des dispositions de l'article 64(2) du Règlement et de l'ordre du mercredi 30 mars 1983, un ordre du jour relatif à l'étude d'une motion des voies et moyens est désigné pour le mardi 19 avril 1983, à vingt heures, en vue de permettre la présentation d'un exposé budgétaire par le ministre des Finances.

En conformité des dispositions de l'article 44(4) du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 4619—*M. Manly*

Quels sont a) le nom, b) le traitement, c) le personnel, d) la durée du mandat de chaque négociateur du gouvernement nommé par le Bureau des revendications des autochtones depuis sa création, pour toutes les revendications que l'on a accepté de négocier?—Document parlementaire n° 321-2/4619.